*Année universitaire 2026/2027*

# Droit et Gestion publics - 235 - 2ème année de Master

**Crédits ECTS** : 60

## LES OBJECTIFS DE LA FORMATION

Le Master Droit et gestion publics vise à former des personnes capables de piloter et d'encadrer les processus de modernisation engagés au sein du secteur public, qu'il s'agisse des réformes des finances et de la comptabilité, de l'évaluation et du contrôle des politiques menées, de la gestion des ressources humaines ainsi que des transformations organisationnelles qui les accompagnent. Un accent tout particulier est mis sur les outils du droit au service de l'action publique. Un des objectifs principaux de la formation est de permettre aux étudiants de la formation en apprentissage ou de la formation continue, de maîtriser ces outils juridiques de manière opérationnelle.

Au sein du Master, 2 parcours permettent un renforcement individualisé des compétences dans le domaine du droit public (commande publique, finance publique, droit des biens publics, légistique, contentieux administratifs), du management public et de l'action publique nationale et locale.

Une des spécificités du Master est la mixité des intervenants : hauts fonctionnaires, avocats, magistrats, consultants, enseignants et chercheurs de l'université.

Le partenariat entre l'**Université Paris Dauphine-PSL** et l'**INSP Institut national du service public (ex-ENA)**a été conçu pour mêler dans une même formation des étudiants en formation initiale, en apprentissage et en formation continue. Les étudiants en formation continue sont des cadres du secteur public ou des professionnels travaillant avec le secteur public.

**Les objectifs de la formation :**
Transmettre une vision globale des grands enjeux de l'action publique :

- Utiliser le droit comme outil au service de la réalisation de projets publics
- Définir une stratégie au service des politiques publiques, de la conception à l'évaluation
- Concrétiser la réalisation d'un projet mobilisant des compétences pluridisciplinaires
- Mobiliser les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Au-delà, l'objectif de la formation est de préparer les étudiants aux différents concours de la Haute fonction Publique (A, A+, Voie externe ou interne) ainsi qu'à différents examens, exemple l'examen d'accès au CRFPA, etc.

## MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

**Rythme d'alternance :** 3 jours administrations/cabinets de conseil/collectivités - 2 jours par semaine : jeudi soir, vendredi toute la journée et samedi matin.

Le Voyage d'étude est toujours prévu en juin.

Les cours magistraux sont fondés sur l'étude de cas concrets.
Premier semestre, tronc commun : cours de droit public, gestion publique, de finances et de comptabilité publiques et de marketing.
Second semestre, choix d'un parcours plus individualisé avec une majeure sur les outils de l'action publique, ou le marketing public.

Rédaction d'un mémoire en lien avec l'expérience professionnelle de l'étudiant et mobilisant les enseignements pluridisciplinaires de la formation. Ce mémoire a une vocation opérationnelle.

**Enseignements délocalisés :**

Le Master est une formation qui repose sur un partenariat avec l'INSP, les cours du vendredi se déroulent à l'INSP (ex ENA) rue de l'observatoire à Paris 6ème.

Certains cours peuvent être délocalisés dans des institutions publiques (Assemblée Nationale, Musée d'Orsay…)

### ADMISSIONS

- Titulaires d'un diplôme BAC+4 (240 crédits ECTS) ou équivalent d'une université ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur en droit, gestion, science politique, économie.
- Le Master est une formation pluridisciplinaire, l'absence de compétences dans l'un des champs de la formation ne constitue pas un obstacle à l'admission.
- L'ensemble des expériences quel qu'elles soient, sont valorisées dans le cadre de l'examen des candidatures.

## PROGRAMME DE LA FORMATION

- Semestre 3
  - Obligatoire
    - Droit public approfondi des affaires
    - Droit administratif approfondi
    - Droit de la fonction publique
    - Légistique
    - Technique du procès administratif
    - Finances publiques
    - Economie des finances publiques
    - Gestion financière de l'Etat
    - Les outils de contrôle de gestion dans les entreprises publiques
    - La GRH dans les organisations publiques
    - Séminaires "enjeux de la transformation publique"
    - Travaux personnels, de groupe, séminaires
    - Examens
- Semestre 4
  - Tronc Commun
    - Ateliers mémoire (obligatoire pour les deux parcours)
    - Institutions Locales
    - séminaire concours (volontariat pour les deux parcours)
    - Gestion financière des collectivités locales et des EPN
    - Examens
    - Travaux personnels, de groupe, séminaires
  - Parcours 1 - outils juridiques de l'action publique
    - valorisation domaine public
    - Contentieux Européen
    - Politiques de l'Union Européenne
  - Parcours 2 - Marketing public et métiers du conseil
    - Marketing public
    - Metiers du conseil
    - Le contrôle de gestion et les systèmes de pilotage ds les organisations publiques
  - 3 UE à choisir parmi 4
    - La mesure du risque contentieux: commande publique et droit de l'urbanisme
    - Mobilité durable ou mobilité trans
    - Evaluation des organismes et politiques publiques
    - IA et action publiuqe

## DESCRIPTION DE CHAQUE ENSEIGNEMENT

**SEMESTRE 3**

**Obligatoire**

# Droit public approfondi des affaires

**Langue du cours** : Français

# Droit administratif approfondi

**Langue du cours** : Français

# Droit de la fonction publique

**Langue du cours** : Français

# Légistique

**Langue du cours** : Français

# Technique du procès administratif

**ECTS** : 18

**Enseignant responsable** : FLORENCE **NOIRE**

**Langue du cours** : Français

# Finances publiques

**Langue du cours** : Français

# Economie des finances publiques

**Langue du cours** : Français

**Description du contenu de l'enseignement :**

Plan indicatif :

Chapitre 1 : Quand et pourquoi le gouvernement doit-il intervenir ?

L'économie publique étudie l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. Cette intervention a principalement deux motivations

(i) L'efficacité, améliorer l'efficience de l'économie (opérer des changements qui améliorent le bien être de certains sans dégrader la situation des autres).

(ii) L'équité qui cherche à atteindre un équilibre socialement plus juste, en particulier via la mise en place de schéma de redistribution.

Nous étudierons dans ce chapitre (i) pourquoi le marché peut parfois ne pas converger vers un équilibre efficient, (ii) pourquoi il est nécessaire d'intervenir pour redistribuer les ressources.

Chapitre 2 : Les grands enjeux microéconomiques de l'action du gouvernement en

matière de fiscalité ?

L'intervention du gouvernement modifie les comportements des agents de telle sorte qu'il n'est pas toujours évident

de savoir qui supporte in fine réellement la taxe (question de l'incidence fiscale) et quelles seront les revenus effectivement collectés (question de l'incitation).

Nous étudierons ces questions en étudiant trois grands types de taxe : taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur le capital et taxe sur le revenu du travail.

La politique de baisse de charges sur les bas salaires sera étudiée en cas d'étude.

Chapitre 3 : Les grands enjeux macroéconomiques de l'action du gouvernement en matière de politique budgétaire

Il s'agit d'étudier les conditions d'efficacité, les limites et les contraintes de la politique budgétaire. Un focus particulier sera porté sur la dynamique et la soutenabilité de la dette publique.

Chapitre 4 : La provision de biens publics

Après avoir discuté de la spécificité des biens publics, nous étudierons la question des biens publics locaux, et de la provision publique de biens privés comme l'éducation

Chapitre 5 : La régulation

Deux thèmes principaux seront abordés (la régulation financière et le droit à la concurrence)

**Compétences à acquérir :**

**Compétences théoriques et analytiques**

- **Comprendre les fondements de l'économie publique** : identifier les justifications de l'intervention de l'État (efficacité, équité, redistribution).
- **Analyser les défaillances de marché** (externalités, biens publics, asymétries d'information, monopoles) et comprendre leurs implications en termes de politiques publiques.
- **Expliquer les grands enjeux microéconomiques et macroéconomiques** liés à l'action publique, notamment en matière de fiscalité et de politique budgétaire.

**Compétences techniques**

- **Évaluer l'incidence fiscale** : savoir qui supporte réellement une taxe et comprendre les effets incitatifs des différents types de fiscalité (TVA, impôt sur le revenu, impôt sur le capital).
- **Apprécier les contraintes budgétaires de l'État** : analyser la soutenabilité et la dynamique de la dette publique.
- **Étudier la fourniture des biens publics** et être capable de distinguer entre biens publics purs, biens publics locaux et biens privés fournis par la puissance publique.

**Compétences critiques et transversales**

**Évaluer la pertinence et les limites des politiques publiques** en fonction des objectifs visés (croissance, redistribution, stabilité économique).

**Mobiliser les outils de l'économie pour éclairer les débats publics** (fiscalité, dette, régulation des marchés).

**Mode de contrôle des connaissances :**

Examen écrit

**Bibliographie, lectures recommandées :**

Bibliographie (non exhaustive) :

Jean Tirole, Economie du bien commun, PUF, 2016

Agnès Benassy Quéré, Benoit Coeuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, Politique économique, de Boeck

Joseph Stiglitz, Le prix de l'inégalité, LLL, 2012

Christian de Perthuis Raphael Trotignon, Le climat à quel prix ?, Odile Jacob, 2015

Taryk Bennani, Laurent Clerc, Virginie Coudert, Marine Dujardin, Julien Idier, Politique Macroprudentielle, Pearson

Antoine Bozio, J. Grenet, Economie des politiques publiques, collection Repères, La Découverte, 2017

Bernard Salanié, The Economics of Taxation. The MIT Press, 2003

Les cahiers Français, les documents de travail du Conseil d'Analyse Economique ou de France Stratégie apportent des compléments intéressants

## Gestion financière de l'Etat

**Langue du cours** : Français

## Les outils de contrôle de gestion dans les entreprises publiques

**Langue du cours** : Français

## La GRH dans les organisations publiques

**Langue du cours** : Français

## Séminaires "enjeux de la transformation publique"

**Langue du cours** : Français

## Travaux personnels, de groupe, séminaires

**Langue du cours** : Français

## Examens

**Langue du cours** : Français

**SEMESTRE 4**

**Tronc Commun**

## Ateliers mémoire (obligatoire pour les deux parcours)

**Langue du cours** : Français

## Institutions Locales

**Langue du cours** : Français

## séminaire concours (volontariat pour les deux parcours)

**Langue du cours** : Français

## Gestion financière des collectivités locales et des EPN

**Langue du cours** : Français

## Examens

**Langue du cours** : Français

## Travaux personnels, de groupe, séminaires

**Langue du cours** : Français

**Parcours 1 - outils juridiques de l'action publique**

## valorisation domaine public

**Langue du cours** : Français

## Contentieux Européen

**Langue du cours** : Français

## Politiques de l'Union Européenne

**Langue du cours** : Français

**Parcours 2 - Marketing public et métiers du conseil**

## Marketing public

**Langue du cours** : Français

## Metiers du conseil

**Langue du cours** : Français

## Le contrôle de gestion et les systèmes de pilotage ds les organisations publiques

**Langue du cours** : Français

**3 UE à choisir parmi 4**

## La mesure du risque contentieux: commande publique et droit de l'urbanisme

**Langue du cours** : Français

## Mobilité durable ou mobilité trans

**Langue du cours** : Français

## Evaluation des organismes et politiques publiques

**Langue du cours** : Français

## IA et action publiuqe

**Langue du cours** : Français